



LANGUES EN DANGER



PENSÉE MENACÉE

© UNESCO



Détail de l'affiche de la Journée internationale de la langue maternelle 2009.

LANGUES EN DANGER : PENSÉE MENACÉE

Ce dossier du *Courrier*, publié à l'occasion de la Journée internationale de la langue maternelle (21 février), se penche sur ce phénomène qui a de quoi inquiéter : avec la disparition des langues, ce ne sont pas seulement des mots qui disparaissent, mais des façons de voir le monde et de communiquer, des savoirs précieux, des univers de pensée.

ÉDITORIAL P 3



PARLONS SÉRIEUSEMENT : LE CH'TI, C'EST QUOI ?

Le film français « Bienvenue chez les ch'tis » a fait beaucoup rire le public. Mais la réalité est moins drôle : le ch'ti, variante de la langue picarde parlée au nord de la France, est devenu un facteur social stigmatisant ou, au mieux, du folklore. **P 8**



WUTHING WE GWEN TULL ?

Sur les îles Norfolk et Pitcairn (Pacifique) on parle la même langue, mais à 6 288 kilomètres de distance, son sort n'est pas le même. Un natif de l'île Norfolk nous raconte la formidable aventure de cette langue née à la fin 18e siècle et scindée en deux au bout de 70 ans. **P 10**



UNE ÉPIDÉMIE MENACE LES LANGUES AUTOCHTONES

Il existe des langues parlées par un petit nombre de personnes et qui possèdent néanmoins une grande vitalité, il en existe d'autres qui ont été préservées par l'isolement de leurs locuteurs. L'Équatorienne Marleen Haboud explique ces phénomènes qui peuvent sembler paradoxaux. **P 12**

CHAQUE LANGUE EST UN UNIVERS DE PENSÉE UNIQUE

Le linguiste australien Christopher Moseley explique l'importance cruciale de la préservation des langues et présente les principales innovations de la troisième édition de l'*Atlas UNESCO des langues en danger du monde*, qui vient de paraître. **P 4**

LES SINGES, LE SCORPION ET LE SERPENT

La pierre est une parole minéralisée, l'eau est une parole riante, la graine semée est une parole en promesse : la langue toro tégu, parlée aujourd'hui par 5000 Dogons au nord du Mali, conçoit chaque élément du réel comme sa partie intégrante. **P 6**

FORUM

Clea Koff : les os ne mentent jamais

Anthropologue médico-légale, Clea Koff a publié en 2004 « La mémoire des os », journal des sept missions qu'elle a effectuées pour le compte de l'ONU au Rwanda, en Bosnie, en Croatie et au Kosovo. Ses enquêtes ont permis de traîner des criminels devant la justice. **P 14**

ÉCLAIRAGE

Augusto Boal : « Nous sommes tous des acteurs »

Message international à l'occasion de la Journée mondiale du théâtre (27 mars), par ce metteur en scène brésilien de renommée mondiale. **P 17**

ZOOM

Prix L'ORÉAL UNESCO pour les femmes et la science

Beatriz Barbuy (Brésil), Athene M.Donald (Royaume-Uni), Akiko Kobayashi (Japon), Eugenia Kumacheva (Russie/Canada) et Tebello Nyokong (Afrique du Sud) sont les lauréates des Prix L'ORÉAL-UNESCO 2009. **P 18**

UN SUBTIL JEU DE FORCES

Avec le décès de Marie Smith Jones, la langue eyak d'Alaska (États-Unis) s'est éteinte l'année dernière, avec le décès de Tevfik Esenç, la langue oubykh de Turquie s'est éteinte en 1992... Quelque 200 langues ont disparu au cours des trois dernières générations, selon le nouvel Atlas UNESCO des langues en danger du monde.



© John Thor Dahlborg

Tevfik Esenç en 1982. Il était le dernier locuteur de la langue oubykh (Turquie). Il est mort en 1992.

La version électronique de la nouvelle édition de L'Atlas UNESCO des langues en danger du monde, propose des données actualisées sur environ 2500 langues et pourra être complété, corrigé ou actualisé en permanence, grâce à la contribution de ses utilisateurs.

Il permet des recherches selon plusieurs critères et classe les langues en danger suivant cinq niveaux de vitalité différents : vulnérable, en danger, sérieusement en danger, en situation critique et éteinte (depuis 1950).

Certaines de ses données sont particulièrement inquiétantes : sur les quelque 6000 langues existant dans le monde, plus de 200 se sont éteintes au cours des trois dernières générations, 538 sont en situation critique, 502 sérieusement en danger, 632 en danger et 607 vulnérables.

L'Atlas précise, par exemple, que 199 langues comptent moins de dix locuteurs et 178 autres langues entre 10 et 50 locuteurs. Parmi les langues éteintes depuis peu, il cite le mannois de l'île de Man, éteint en 1974 avec le décès de Ned Maddrell, l'aasax de Tanzanie, éteint en 1976, l'oubykh de Turquie, éteint en 1992 avec le décès de Tevfik Esenç, l'eyak d'Alaska (États-Unis), éteint en 2008 avec le décès de Marie Smith Jones.

Comme l'a souligné le Directeur général de l'UNESCO, Koïchiro Matsuura, « la disparition d'une langue aboutit à la disparition de nombreuses formes de patrimoine culturel immatériel, en particulier du précieux héritage que constituent les traditions et les expressions orales – des poèmes et légendes jusqu'aux proverbes

et aux plaisanteries – de la communauté qui la parlait. La perte des langues se fait aussi au détriment du rapport que l'humanité entretient avec la biodiversité, car elles véhiculent de nombreuses connaissances sur la nature et l'univers ».

Le travail effectué par d'une trentaine de linguistes qui ont collaboré à cet Atlas interactif, financé par la Norvège, montre que le phénomène de disparition des langues se manifeste dans toutes les régions et dans des conditions économiques très variables. En Afrique subsaharienne, où environ 2 000 langues (près d'un tiers du total mondial) sont parlées, il est très probable qu'au moins 10 % d'entre elles disparaissent au cours des cent prochaines années. L'Atlas constate par ailleurs que l'Inde, les États-Unis, le Brésil, l'Indonésie et le Mexique, des pays ayant une grande diversité linguistique, sont aussi ceux qui comptent le plus grand nombre de langues en danger.

La situation n'est cependant pas systématiquement alarmante. Ainsi, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le pays qui enregistre la plus grande diversité linguistique de la planète (plus de 800 langues) est aussi un de ceux qui auraient relativement peu de langues en danger (88). Bien qu'elles soient indiquées comme éteintes dans l'Atlas, certaines langues font l'objet d'une revitalisation, comme le cornique (Cornouailles) ou le sîshëë (Nouvelle Calédonie), et il est possible qu'elles redeviennent des langues bien vivantes.

De plus, grâce à des politiques linguistiques favorables, plusieurs langues autochtones ont vu augmenter le nombre de leurs locuteurs. C'est le cas de l'aymara central et du quechua au Pérou, du maori en Nouvelle-Zélande, du guarani au Paraguay et de plusieurs langues du Canada, des États-Unis et du Mexique.

L'Atlas montre aussi que pour des raisons économiques, du fait de politiques linguistiques différentes ou de phénomènes sociologiques, une langue n'a souvent pas le même degré de vitalité suivant les pays où elle est parlée.

Pour Christopher Moseley, linguiste australien et rédacteur en chef de l'Atlas, il serait naïf et simpliste d'affirmer que les grandes langues qui ont été des langues coloniales – tel l'anglais, le français et l'espagnol – sont partout responsables de l'extinction des autres langues. Le phénomène relève d'un jeu de force subtil que cet Atlas permet de mieux comprendre.

Lucía Iglesias Kuntz (UNESCO)



© UNESCO/Rocky Roe

La Papouasie Nouvelle Guinée a plus de 800 langues. Les enfants peuvent commencer leur scolarité dans leur langue maternelle.

CHAQUE LANGUE EST UN UNIVERS DE PENSÉE UNIQUE



Christopher Moseley, rédacteur en chef de l'Atlas UNESCO des langues en danger du monde, lors de son lancement, le 19 février 2009, au siège de l'Organisation.

Un « nid de langue » où la langue maori est transmise à de jeunes enfants (Nouvelle-Zélande). Le linguiste australien Christopher Moseley explique l'importance cruciale de la préservation des langues et présente les principales innovations de la troisième édition de « l'Atlas UNESCO des langues en danger du monde », qui vient de paraître.

Propos recueillis par Lucía Iglesias Kuntz (UNESCO)

Pourquoi devons-nous nous préoccuper de la préservation des langues ?

En tant qu'êtres humains, nous devrions nous préoccuper de la préservation des langues autant que de la réduction de la variété des plantes et des animaux du monde, de la biodiversité. Ce qui est unique dans les mouvements actuels de renouveau des langues, c'est que les linguistes ont pour la première fois conscience du nombre de langues

existant dans le monde et sont en train d'acquiescer une meilleure compréhension des forces qui les sapent et les font disparaître, ainsi que des moyens de contrôler ces forces. Cela est très difficile et complexe, et il serait naïf et simpliste d'affirmer que les grandes langues anciennement coloniales, l'anglais, le français ou l'espagnol, sont responsables de ces extinctions et que les plus petites langues en sont les victimes. Les choses ne se

présentent pas ainsi : il existe un rapport de forces subtil que cet Atlas permettra de mieux comprendre.

À la question « pourquoi devons-nous nous préoccuper de la préservation des langues ? », je répondrais en une phrase : parce que chaque langue est un univers de pensée structuré de manière unique, avec ses associations, ses métaphores, ses modes de pensée, son vocabulaire, son système phonétique et sa grammaire propres – fonctionnant tous ensemble pour former une merveilleuse structure architecturale si fragile qu'elle pourrait aisément disparaître pour toujours.

Pouvez-vous nous parler de projets et d'initiatives qui ont contribué à sauvegarder une langue ?

Il existe des projets et des initiatives à tous les niveaux – depuis les campagnes d'associations travaillant sur le terrain et essayant de faire lire les gens dans leur propre langue et d'assurer ainsi la transmission aux jeunes générations, jusqu'aux plans soutenus par les États.



Un « nid de langue » où la langue maori est transmise à de jeunes enfants (Nouvelle-Zélande).

(...)

(...)

En Australie, par exemple, on a mené à bon terme des campagnes actives et couronnées de succès visant à faire revivre des langues qui étaient considérées comme mortes depuis des générations, mais qui se sont révélées n'être « qu'en veille ». En Nouvelle-Zélande, la langue maori a été sauvée d'un quasi oubli par le biais de « nids de langue », sortes de pépinières où la langue est transmise à des enfants.

Néanmoins, les plus grandes réussites sont celles obtenues grâce au soutien et aux infrastructures des États, comme la revitalisation du gallois au Pays de Galles ou du catalan en Catalogne – deux régions d'Europe qui ont gagné leur pari en l'espace d'une génération – ou, bien entendu, le renouveau de l'hébreu, devenu langue nationale d'Israël.

Quelles nouveautés cette édition de l'Atlas comporte-t-elle ?

Cette troisième édition de l'Atlas innove sur au moins trois aspects notables. Tout d'abord, et c'est le point le plus évident, elle est publiée dans deux formats différents : une version en ligne et une version imprimée. La version en ligne constitue une évolution significative et s'appuie sur les cartes de Google Earth ; l'emplacement de chaque langue en péril, quelle que soit son importance, est indiqué aussi exactement que possible sur les cartes, qui peuvent être affichées à l'échelle désirée et au niveau de détail souhaité.

Ensuite, nous couvrons pour la première fois le monde entier de manière exhaustive. Les deux précédentes éditions fournissaient une vue partielle de la situation des langues menacées de quelques continents mais, cette fois, nous

sommes parvenus à couvrir presque toutes les langues et, comme auparavant, à figurer le niveau de danger par un système de codes couleurs (de « vulnérable » à « moribonde »).

Enfin, l'Atlas sera disponible en trois langues : anglais, français et espagnol ; auxquelles d'autres traductions viendront plus tard s'ajouter.

Vous êtes le rédacteur en chef de l'Atlas. Comment a-t-il été élaboré ?

C'est le fruit de la collaboration d'une équipe internationale de linguistes, tous spécialisés dans le domaine des langues en péril. Comme pour les deux éditions précédentes (publiées en 1996 et en 2001), des rédacteurs régionaux étaient chargés de collecter les informations relatives à chaque conti-

nent. Ils ont rédigé les contributions régionales de l'Atlas et placé les points représentant les langues sur les cartes.

Pour certaines zones, la vision locale de la situation émane de spécialistes issus de plusieurs pays. Bien sûr, ces contributeurs ont eu recours aux conseils des experts techniques de la Section du patrimoine immatériel de l'UNESCO. L'éditeur web a apporté son aide aux rédacteurs à chaque étape de la réalisation de la version numérique car il s'agissait d'une expérience inédite pour nous tous.

Parallèlement à cela, les responsables éditoriaux et moi-même, en tant que directeur de publication, supervisons la préparation des textes. Le projet, dans son intégralité, a été mené à bien en un an seulement, ce qui est un délai très court.

© Jennifou & Jeff Grace



Amazonie (Brésil) : les langues autochtones y sont aujourd'hui menacées de disparition, alors que jusqu'au milieu du 18^e siècle, le tupi, par exemple, était utilisé autant que le portugais officiel.

La pierre est une parole minéralisée, l'eau est une parole riante, la graine semée est une parole en promesse : dans la langue toro tégou, parlée aujourd'hui par 5 000 Dogons au nord du Mali, tout le réel est parole.



UNESCO/Yves Bergeret

Selon la tradition, le cobra est un gardien de la langue toro tégou parlée au pays Dogon, Mali.

LES SINGES, LE SCORPION ET LE SERPENT

C'est mon vingtième séjour de travail avec les peintres dogon de Koyo, en haut de leur montagne tabulaire, dans le nord du Mali. Dans la nuit noire, nous sommes tous étendus sur des nattes devant la maison en terre au cœur du village que l'on m'a attribuée : les peintres-paysans et moi sommes fourbus mais heureux des poèmes-peintures sur tissu que nous avons créés en plein soleil tout à l'heure. Le plus jeune des peintres prépare le thé. La conversation roule sur les ancêtres.

Soudain une douleur très vive à ma main gauche. Je braque ma lampe de poche : un scorpion blanc vient de me piquer. Je le tue. Je m'affole d'abord et imagine que dans une heure tout sera fini. Puis je pense que j'ai une demi-heure de tranquillité – relative – avant que les convulsions ne commencent. Je demande alors au chef du village s'il dispose d'un médicament traditionnel dogon pour ce venin. « Non », me répond-il, « attends, tu vas voir ». La conversation reprend. Ma main, puis mon bras, très douloureux, brûlent. Mais, deux heures après, tout est fini. Je dors profondément, le chef du village étant resté dormir à mes côtés. Mystère.

Trois jours plus tard, nous gagnons, à une dizaine de kilomètres du village, tous les huit – les six peintres, le chef et moi –, ce pied de

la falaise sommitale d'où se précipite après chaque orage de la saison des pluies une énorme cascade. Le lieu où l'eau tonne, parle et chante presque tout l'été, est source de maintes légendes. Des grottes protégées par les initiations y portent de très anciens signes graphiques. Mais je sais aussi que là vivent de redoutables cobras. J'en parle aux peintres et leur demande s'ils ont un médicament contre ce venin. « Non. Assieds-toi, nous allons t'expliquer ».

Tout le réel est parole

Ici je réunis ce qui m'a été transmis tant ce matin qu'auparavant, par le

moyen des signes graphiques que les peintres créent lorsque nous disons dans nos poèmes-peintures la vie profonde de ces lieux.

Tout le réel est parole ; elle est accomplie et mûre dans le plateau sommital des montagnes. Les belles pierres rondes ou plates sont de la parole dense minéralisée. L'eau est la parole riante, le ciel est sa lointaine préfiguration, le nuage sa gestation et la pluie sa joyeuse clameur. La graine semée est une parole en promesse : et si le cultivateur chante, il renforce sa capacité de fertilité. On cultive avec la houe et le mot chanté.

(...)



© UNESCO/Yves Bergeret

Pour les villageois de Koyo, le sommet de la montagne incarne la parole en puissance. Le pouvoir de la parole s'affaiblit en descendant la pente.

(...)

La langue de mes compagnons s'appelle d'ailleurs toro tégu, « parole de la montagne ». Elle fait partie de la quinzaine de langues dogon et compte 5 000 locuteurs. Les Dogon de cette ethnie se nomment eux-mêmes toro nomu, « gens de la montagne ».

Le propre de la communauté villageoise de Koyo, environ 500 personnes, est d'activer la fertilité de la parole par les pratiques agricoles et par les rites. La communauté se décompose en petits groupes de 6 à 8 personnes, liées à jamais et mangeant au moins un repas par jour en commun : le groupe chargé des greniers collectifs qui sont des « réservoirs de parole », le groupe chargé des rites pour faire venir la pluie, le groupe chargé de l'entretien des chemins d'escalade dans la falaise, etc. Chaque groupe a, bien sûr, son ancêtre référent et n'agit que pour l'ensemble de la communauté.

L'harmonie dynamique du réel est régulièrement refondée par des chants et danses nocturnes d'un groupe spécialisé de « femmes âgées ». Dans leur chorégraphie, elles exécutent périodiquement un ample geste horizontal du bras droit, qui est celui de semer la parole comme on sème une graine.

La parole à l'œuvre

Les peintres, le chef du village et moi – le poète de la parole écrite –, formons depuis 2002 un groupe de parole. Sur le tissu ou le papier que, comme le fin terreau des cultures maraîchères, nous étalons sur la dalle rocheuse plate, je pose « les graines » du poème, eux « les graines » des signes graphiques. Ces tissus et papiers, ensuite exposés un peu partout dans le monde, procurent un financement et cette « récolte » nourrit le village. Ainsi avons-nous

construit une école, cinq retenues d'eau qui ont doublé les surfaces de culture, trois « Maisons des Peintres » qui peuvent se visiter, etc., dans le cadre d'un projet de développement du village [voir « Koyo, un espace de dialogue entre deux cultures », *Courrier de l'UNESCO*, n° 4, 2008].

Notre groupe a deux ancêtres référents, car il a engendré aussitôt d'autres groupes de parole, chargés d'entretenir l'école, les « Maisons des Peintres » et les autres réalisations de notre projet de développement. « Nous avons décidé que tu es devenu Dogon », me disent les peintres, « et tu dois ajouter dans ton nom celui de ces deux ancêtres. Le dernier étranger intégré chez nous l'a été il y a cinq siècles. C'est lui qui a posé des signes graphiques dans une des grottes près de la grande cascade. Il est un de nos deux ancêtres référents. Mais maintenant il est l'avant-dernier étranger intégré, car le dernier, c'est toi. »

Selon les toro nomu, tout ce qui se trouve en haut de la montagne est parole à l'œuvre et en harmonie avec elle-même. Les animaux en sont aussi des éléments. En re-

vanche, tout ce qui s'abaisse en dénivellation par rapport à ces plateaux sommitaux – un ravin, une gorge et même une plaine qui sépare de quarante kilomètres deux plateaux – porte le même nom générique de *pondo* : là faible est la parole, sans forme, ondoyante, peu sûre. C'est en particulier la parole des éleveurs nomades, qui dominent féodalement la plaine depuis des siècles.

« Nos singes, très nombreux, agitent en désordre la parole », continuent les peintres. « Par contre, scorpions et cobras sont des créatures par lesquelles la parole se défend. S'ils surprennent un étranger, ils le tuent. Nous, ils ne nous attaquent jamais ».

« Ah, voilà pourquoi le scorpion m'a piqué l'autre soir ! »

« Mais non, tu n'as pas encore bien compris. Fais donc un effort ! Tu parles toro tégu. Tu es devenu Dogon. Le scorpion, en te piquant, s'est trompé. Qui est mort, lui ou toi ? ».

Yves Bergeret,
poète français



« Maisons des Peintres » dans le village dogon Boni. Le motif du serpent est visible à droite.



Affiche du film « Bienvenue chez les ch'tis ».

Le film français « Bienvenue chez les ch'tis » a fait beaucoup rire le public. Mais la réalité est moins drôle : le ch'ti, variante de la langue picarde parlée au nord de la France, est devenu un facteur social stigmatisant ou, au mieux, du folklore.

PARLONS SÉRIEUSEMENT LE CH'TI, C'EST QUOI ?

Le ch'timi, c'est le cousin du picard », explique l'acteur et réalisateur français Dany Boon, dans son film « Bienvenue chez les ch'tis » qui a fait plus de 20 millions d'entrées en France au cours de cette dernière année, permettant au grand public de redécouvrir une langue définie par l'UNESCO comme étant sérieusement en danger de disparition.

Le ch'timi – ou ch'ti – est en effet une des nombreuses variations locales de la langue picarde. « Avec un domaine linguistique le plus étendu des langues régionales, couvrant cinq départements du nord de la France, ainsi qu'une partie de la Belgique, la langue picarde connaît des variations considérables d'une zone à l'autre », explique Fernand Carton, linguiste spécialiste des parlers picards et auteur de l'« Atlas linguistique et ethnographique picard ». En fonction de la région où vous vous trouvez, on vous parlera ch'ti ou picard mais, comme le précise le spécialiste, « il s'agit bien de la même langue, avec les mêmes traits phonétiques, la même grammaire, des mots de vocabulaire communs ».

Une langue en définitive bien plus originale que ce qu'en laisse entendre le film. Il la réduit à un chuintement prononcé et à quelques expressions ponctuées de « hein ». En réalité, bien que proche du français, parce que descendant du latin, elle est incompréhensible à un non-initié. « Il ne suffit pas de saupoudrer le français de quelques mots de patois, comme on sale les frites, pour parler le ch'ti », note Fernand Carton.

Néanmoins, le film donne une image caractéristique de l'état du ch'ti aujourd'hui. « Les jeunes reprennent des expressions qu'ils ont entendues dans la bouche de leurs parents ou grands-parents, mais ne cherchent pas à parler la langue », explique Alain Dawson. Ce docteur en science du langage l'a personnellement observé : il est l'un des traducteurs d'Astérix en picard, dont le premier album s'est vendu à 101000 exemplaires, la plus grosse vente de toutes les traductions en langue régionale, selon l'éditeur Albert René.

« Ce succès a été une surprise, mais il est paradoxal, car il révèle

la faible vitalité de la langue », analyse Alain Dawson. « Lors des rencontres avec les lecteurs, nous nous sommes rendus compte qu'ils étaient contents de posséder l'album, qu'ils l'avaient feuilleté pour retrouver des mots connus, mais que peu l'avaient lu du début à la fin ». De même pour les guides « Le ch'timi de poche » et « Le picard de poche » qu'il a pub-

(...)



Couverture de la bande dessinée d'« Astérix » en picard : Obélix s'adresse à Astérix en six langues régionales.

(...)

liés aux éditions Assimil : de beau succès de vente qui ne se sont pas traduits par une pratique accrue de la langue. « On est dans une démarche de sauvegarde d'un patrimoine, pas dans l'usage vivant de la langue ».

Une langue au bas de l'échelle sociale

Difficile de savoir avec précision combien de personnes parlent aujourd'hui la langue picarde. Les seuls chiffres disponibles viennent d'un recensement de 1999. Selon Jean-Michel Eloy, professeur de linguistique à l'Université de Picardie « Jules Verne », à l'échelle des cinq départements français, 12 % de la population déclare continuer à la parler, soit environ 500 000 personnes. En extrapolant, sur l'ensemble du domaine linguistique, elle compterait au total jusqu'à deux millions de locuteurs.

« Le problème est qu'en France, même les langues qui étaient parlées par un grand nombre de locuteurs encore récemment, comme le breton, ont presque disparu de l'usage quotidien au sein des jeunes générations », explique Tapani Salminen, coordinateur régional de l'Atlas UNESCO des langues en danger du monde et ethnolinguiste à l'Académie de Finlande. « Bien que la langue picarde semble conserver des poches de vitalité le long de la frontière franco-belge, où elle est une langue de communauté, elle ne s'en sort pas vraiment mieux que le breton ».

Si côté belge, la langue reste un élément culturel fort pour se démarquer du flamand, côté français, elle perd de l'influence à mesure que les cultures ouvrières, minières, agricoles auxquelles elle est liée disparaissent.

« C'était une langue de classe que l'on parlait à la filature, à la mine », explique Alain Dawson. Beaucoup d'immigrés polonais, italiens, flamands ont d'ailleurs appris le chtimi à l'usine avant le français. « Aujourd'hui, elle est devenue une langue qui stigmatise, un obstacle à l'ascension sociale ». Ce qui explique en partie qu'elle n'ait pas été transmise au sein des familles.

« La langue souffre d'un manque de légitimité », regrette Olivier Engelaere, directeur de l'Agence pour le picard, à Amiens (chef-lieu de la région de Picardie, au nord de la France). À cause du stigmate social, mais aussi en raison de sa proximité avec le français. « Pour beaucoup, parler picard, c'est mal parler le français. Quand vous la pratiquez, on vous regarde avec un air atterré ou on ne vous prend pas au sérieux ».

Faire vivre une langue ne signifie pas la folkloriser

Ses défenseurs ont le sentiment que la langue picarde a moins de chance de survie que le breton ou le basque, car elle n'a pas de visibilité publique. Elle est absente des journaux télévisés et il n'existe pas de panneaux de villes bilingues. Et bien qu'elle ait été reconnue comme « langue de France » par le

ministère de la Culture, le ministère de l'Éducation nationale ne l'a pas incluse sur la liste des langues régionales enseignées. « Il y a une méfiance envers la langue picarde. On croit que son apprentissage se fait au détriment du français, analyse Fernand Carton. Mais les études démontrent qu'au contraire, elle stimule l'intérêt pour les langues ».

En Picardie, elle est néanmoins reconnue comme un élément de l'identité régionale. « Nous la faisons pénétrer dans les écoles par le biais du théâtre, des marionnettes, des contes », explique Olivier Engelaere. « Il y a une forte demande pour redécouvrir ce patrimoine culturel. Y compris dans des zones où elle était peu parlée ».

Les spectacles, pièces de théâtre, lectures en langue picarde font salle comble. Un concours de nouvelles attire des centaines de participants. Dans la foulée du film de Dany Boon, les tee-shirts patoisants sont à la mode et on peut retrouver un poème en picard de Lucien Suel sur youtube.com. Mais « sans enseignement et une présence publique », prévient le directeur de l'Agence pour le picard, « elle deviendra du folklore, pas une langue vivante ».

Isabelle Duriez,
journaliste française



Jean-Marie François est un des gardiens de la langue picarde. Il transmet les légendes de la région Picardie par le biais de poèmes, nouvelles et pièces de théâtre.

Sur les îles Norfolk et Pitcairn (Pacifique) on parle la même langue, mais à 6.288 kilomètres de distance, son sort n'est pas le même. Un natif de l'île Norfolk nous raconte la formidable aventure de cette langue née à la fin 18e siècle et scindée en deux au bout de 70 ans

WUTHING WE GWEN TULL ?

« Que dirons-nous ? », a dû être l'une des premières pensées du capitaine britannique William Bligh et de l'équipage du *Bounty*, vaisseau armé de Sa Majesté, au moment de débarquer dans la Baie de Matakavaï (Tahiti) le 26 octobre 1788.

Après la perte des colonies américaines les Britanniques avaient du mal à nourrir les esclaves qui travaillaient sur les plantations de canne à sucre des Antilles était devenu un véritable casse-tête, jusqu'à ce que les premiers explorateurs du Pacifique, de retour de leurs expéditions, n'aient parlé de « pain qui pousse sur les arbres » !

Cueillir les fruits de ces arbres à pain et les transporter jusqu'aux Antilles était l'unique objectif de l'expédition du *Bounty*. Mais, il se trouve que le navire est resté sur place pendant cinq mois. Pendant ce temps, il était évident que les matelots, dont la plupart étaient originaires des comtés de l'ouest de l'Angleterre, allaient apprendre vite *wuthing ftull* (quoi dire) pendant qu'ils effectuaient la collecte avec les locaux et que certains allaient vivre des aventures amoureuses.

L'apprentissage de *wuthing ftull gwen wun nether* (quoi se dire les uns aux autres) a donné naissance à une langue parlée encore aujourd'hui sur les îles Pitcairn et Norfolk.

Mais une mutinerie a changé le cours de l'histoire. Son leader, Fletcher Christian, et les huit mem-

bres de son équipage, accompagnés de douze Tahitiennes et trois Polynésiens ont établi une colonie sur l'île Pitcairn. Ils avaient découvert également trois passagers clandestins et il est fort possible que les événements tragiques survenus ultérieurement sur l'île Pitcairn – en partie causés par le manque de femmes – auraient pu être évités si Fletcher Christian avait débarqué ces derniers.

En 1831, à cause de la pénurie

d'eau et des ressources limitées de Pitcairn, le gouvernement britannique a renvoyé l'ensemble de la communauté à Tahiti. Ce déplacement a été un échec : des maladies se sont déclarées, la mort a frappé... Six mois plus tard, les familles endeuillées ont regagné leur terre natale.

De l'autre côté du Pacifique, le gouvernement britannique a décidé, vers la fin des années 1840, de fermer la colonie pénitentiaire de l'île Norfolk et, le 8 mai 1856, les 193 habitants de l'île Pitcairn qui possédaient leurs propres lois et leur propre langue, ont embarqué sur le *Morayshire* en direction de Norfolk où ils sont arrivés le 8 juin 1856.

La langue déchirée

C'est alors qu'a commencé une autre étape de l'histoire de la colonie – et de la langue – qui allait déterminer les modes d'existence de Pitcairn et de Norfolk durant les

(...)



Quelques habitants d'un des pays les moins peuplés du monde : l'île Pitcairn.

© Andres Escovar



Cueillir les fruits de ces arbres à pain et les transporter jusqu'aux Antilles était l'unique objectif de l'expédition du *Bounty*.

© Ard Hesselink

(•••)

153 années suivantes.

Malgré tout ce que leur nouvelle terre leur offrait, 16 personnes sont revenues à Pitcairn en 1858 et 27 autres en 1864.

Et le tour était joué : deux communautés isolées se sont créées, partageant les mêmes racines culturelles et parlant une langue commune qui avait évolué pendant près de 76 ans.

Si la branche pitcairn de la langue était relativement « à l'abri » du changement, la branche de norfolk subissait de plus en plus l'influence de pressions extérieures.

Tout d'abord, il y a eu l'arrivée de la mission mélanésienne en octobre 1866, avec sa propre église, ses habitations pour les missionnaires et les élèves, des ateliers, une imprimerie et un magasin. Bien qu'elle ait apporté quelques changements dans les vies des insulaires – certains habitants ont rejoint la mission, d'autres y ont travaillé – elle est restée en marge de la communauté.

Ensuite, il y a eu les changements dans le système éducatif. Depuis le 14 juillet 1856, date à laquelle 70 enfants ont été inscrits à la première école de l'île, l'éducation a été considérée comme un « must » pour les enfants. Durant les premières années, c'étaient des professeurs nés sur l'île, assistés par d'autres enseignants, qui se chargeaient de l'instruction des enfants. De ce fait, la langue norfolk était encore largement parlée.

L'école peut tuer ou revitaliser une langue

Mais en 1897, le département de l'Éducation des Nouvelles-Galles-du-Sud a décidé de faire venir de Sydney un professeur formé et expérimenté afin d'occuper le poste de directeur.

Une des choses qui inquiétaient le

Reproduite avec aimable autorisation de Gae Evans.



Cours de norfolk autour d'une plaque commémorative du premier établissement d'une colonie en 1788.

plus les directeurs et les inspecteurs de passage au début du 20^e siècle était la prépondérance du norfolk aussi bien à la maison, que dans la cour de récréation et à l'occasion des différents événements sociaux. Certes, l'anglais n'était pas une langue « étrangère », mais c'était sans aucun doute la deuxième langue en termes de popularité et d'usage général. Par conséquent, les professeurs successifs avaient à cœur de tenter d'éradiquer la langue norfolk et, bien entendu, de la remplacer par « le bon anglais ».

Le directeur de 1915 a eu l'audace d'affirmer : « Je suis sûr qu'il ne faudra que quelques générations pour que le jargon insulaire disparaisse complètement ».

Heureusement, cela ne s'est pas produit, en dépit du règlement de l'école, qui interdisait l'utilisation de la langue pendant les heures de cours. Certes, son usage a sans doute diminué au fil des ans, mais depuis 1987, le norfolk est enseigné à l'école, afin de le préserver pour les générations futures.

Ce travail de préservation est réalisé par un groupe de passionnés du norfolk qui organisent des stages de

langue et encouragent leurs propres enfants et petits-enfants, entre autres, à parler le norfolk. Deux livres ont étayé leurs efforts : « Speak Norfolk Today » [Parler le norfolk aujourd'hui], par Alice Inez Buffett, et « A Dictionary of Norfolk Words and Usages » [Dictionnaire de termes et usages du norfolk], élaboré par Beryl Nobbs Palmer et publié par le Norfolk Island Sunshine Club. Le professeur Peter Mulhauser, de la faculté de linguistique de l'université d'Adélaïde, est également un grand défenseur de la langue.

Bien que cette langue soit en danger je suis sûr que les 658 amoureux du norfolk – dont je fais partie – ne la laisseront jamais s'éteindre.

Tom Lloyd,
journaliste australien,
né sur l'île Norfolk.

Petite comptine, recueillie par un amoureux du Norfolk, le professeur Archie Bigg :

*Baa baa blaek shiip
Yu gat eni wul?
En waa brada,
Thrii saek ful
Wan f' daa gehl
En wan f' daa mien
En wan f' dem letl salan
Lewen daunn aa tien.*

Il existe des langues parlées par un petit nombre de personnes et qui possèdent néanmoins une grande vitalité, il en existe d'autres qui ont été préservées par l'isolement de leurs locuteurs. L'Équatorienne Marleen Haboud explique ces phénomènes qui peuvent sembler paradoxaux.

UNE ÉPIDÉMIE MENACE LES LANGUES AUTOCHTONES

Marleen Haboud,
spécialiste des langues andines,
réponds aux questions
de Lucía Iglesias Kuntz.



Communauté de locuteurs de quechua à Cotopaxi (Équateur).

Quelle est la situation des langues des Andes centrales en termes de vitalité?

Dans les Andes centrales (Équateur, Pérou, Bolivie) on estime à plus d'une centaine les langues autochtones encore vivantes. Déterminer avec exactitude leur degré de vitalité n'est pas une tâche aisée. Celui-ci varie non seulement d'une langue à l'autre, mais également à l'intérieur d'une même langue, selon le lieu, l'âge de ceux qui la parlent, leur métier, leur sexe, leur niveau d'éducation, etc.

Ainsi, le quechua équatorien est beaucoup parlé dans certaines régions du pays, alors que dans d'autres il connaît une rapide disparition. Dans ce contexte hétérogène, et même si certaines langues continuent d'être utilisées par les nouvelles générations, la tendance générale pour toutes les langues de la région est celle d'une régression constante.

Comment expliquer cette situation?

Plusieurs facteurs sont à l'origine de cette situation : les conditions de vie des locuteurs, l'aide institutionnelle et sociale dont ils bénéficient éventuellement, la fonctionnalité des langues dans tous les contextes de communication actuels, ou encore l'intérêt et la fierté de ceux qui les parlent.

En termes de vitalité, le nombre de locuteurs peut être une notion relative. En effet, certaines langues sont parlées par un petit nombre de personnes mais possèdent une grande vitalité, comme l'a'ï cofán en Amazonie équatorienne. À l'inverse, certaines langues transnationales, comme le quechua, voient chaque jour le nombre de leurs locuteurs diminuer.

Une partie des langues autochtones conservent leur vitalité grâce à l'isolement de leurs locuteurs qui

trouvent sur place les ressources leur permettant de vivre convenablement. Toutefois, l'isolement ne doit pas être une condition de la survie de ces langues ; l'idéal serait qu'elles cohabitent avec les langues et les sociétés prédominantes et qu'elles se renforcent malgré les tendances d'homogénéisation liées à la mondialisation.

Pourquoi les langues disparaissent-elles?

Au cours des dernières décennies, la disparition des langues, notamment des langues autochtones a été accélérée par un ensemble complexe de situations : contacts avec d'autres peuples, mort des locuteurs, changements radicaux dans leur mode de vie, dégradation de leur territoire, processus migratoires massifs...

Seules des actions conjointes et intégrées avec la société globale

(...)

(...)

permettront d'enrayer cette sorte d'épidémie qui fragilise les langues autochtones et leurs locuteurs. Cela suppose avant tout que la société dans son ensemble se familiarise avec ces langues et leurs acteurs, apprenne à les respecter et contribue à leur maintien, afin de parvenir à l'idéal d'une véritable société interculturelle.

Un autre facteur très important pour le maintien d'une langue est l'appréciation que les locuteurs et les non locuteurs ont de celle-ci. Une personne fière de sa langue et de sa culture sera plus apte à assurer leur préservation.

autochtones un statut officiel. Les politiques linguistiques et éducatives de ces pays sont assez bien définies, et malgré leur niveau d'application encore faible, elles ont pour objectif la préservation des langues, de la culture et de l'identité de leurs locuteurs, ainsi que le respect et l'égalité entre les peuples.

D'autre part, il y a les efforts fournis par les locuteurs eux-mêmes, tant sur le plan collectif qu'individuel. Des familles, par exemple, tentent de se réappropriier ou de consolider leurs langues grâce à la création de programmes éducatifs familiaux et communautaires spécifiques. Les mouvements indigènes en Amérique latine ont marqué un tournant dans la lutte pour les droits des peuples autochtones, en favorisant la création de nouveaux programmes éducatifs bilingues interculturels à tous les niveaux de l'éducation formelle, des programmes de santé spécifiques et l'ouverture d'espaces officiels destinés aux locuteurs de certaines langues.

Dans certains pays plus que dans d'autres, les médias ont pris des initiatives encourageant l'utilisation publique de certaines langues, en particulier celles qui comptent le plus grand nombre de locuteurs. À cet égard, la Bolivie fait figure d'exemple.

Au cours de l'histoire, il y a toujours eu des langues qui naissent et d'autres qui mouraient, pourquoi la disparition des langues doit-elle nous inquiéter?

À l'instar des êtres humains, les langues naissent et meurent, mais jamais nous ne les avons vues disparaître aussi rapidement qu'au cours des dernières décennies. Ceci implique non seulement la perte de mots ou d'expressions, mais aussi d'une somme de connaissances et de façons de concevoir le monde et de communiquer avec lui, de recréer l'histoire, d'avoir des échanges avec d'autres êtres humains, avec les aînés comme avec les nouvelles générations, et de conceptualiser le temps, l'espace, les êtres vivants, la vie et la mort. Chaque langue est un univers. Aussi, chaque fois qu'un mot s'éteint, des histoires uniques et irremplaçables disparaissent avec lui.



L'Équatorienne Marleen Haboud est spécialiste des langues andines.

© Marleen Haboud

Pourriez-vous citer des initiatives nationales ou régionales ayant contribué à revitaliser certaines langues de la région?

Dans nos pays, plusieurs initiatives ont été prises en faveur du maintien et du renforcement des langues minoritaires. D'une part, il y a les efforts déployés par l'État. Dans les pays andins, des réformes constitutionnelles confèrent aux langues



© Marleen Haboud

La transmission d'une langue aux plus petits est fondamentale pour sa survie.



Clea Koff :

les os ne mentent jamais

**Anthropologue médico-légale,
Clea Koff a publié en 2004
« La mémoire des os »,
journal des sept missions
qu'elle a effectuées pour le compte
de l'ONU au Rwanda, en Bosnie,
en Croatie et au Kosovo.
Ses enquêtes ont permis de traîner
des criminels devant la justice.**

*Interview réalisée par Shiraz Sidhva,
journaliste indienne vivant aux États-Unis,
spécialisée dans le domaine des droits
de l'homme, à l'occasion du 8 mars,
Journée internationale de la femme.*



© Sam Brown

Clea Koff, anthropologue médico-légale.

Dans votre livre, vous dressez la chronique de quelques uns des plus terribles massacres de l'humanité. D'où vous vient cet intérêt pour l'anthropologie médico-légale et comment avez-vous réussi à faire le lien entre cette science et la défense des droits de l'homme ?

Dans les années 1980, l'anthropologie médico-légale n'était encore qu'à ses débuts. J'avais toujours été fascinée par les os, dès ma petite enfance. Quand j'ai commencé mes études d'archéologie et d'anthropologie à l'université, je me suis prise de passion pour le squelette humain. Ensuite, je suis allée fouiller en Grèce, mais je me suis rendue compte que je n'étais

pas faite pour exhumer des tombes antiques à des fins historiques.

Cet été-là, mon père m'a offert un livre d'Eric Stover et Christopher Joyce intitulé *Les témoins de la tombe : ce que racontent les os*, qui décrit la naissance de l'équipe scientifique créée pour identifier les restes des « disparus » victimes de la junte militaire en Argentine dans les années 1970 et 1980. C'est ce livre qui m'a conduite vers l'anthropologie médico-légale. J'ai aimé le fait que cette science ne contribue pas seulement à restituer des identités, mais peut aider aussi à faire triompher la justice.

Votre livre est le récit percutant et sans complaisance des épreuves que vous avez traversées lors de vos missions pour l'ONU. Vous y décrivez

la puanteur qui colle à vos vêtements, le pénible labeur physique, mais aussi votre immense satisfaction lorsque vous retrouvez des corps enfouis. Comment faites-vous pour échapper aux idées noires quand vous travaillez ?

J'ai plus de mal aujourd'hui, maintenant que je suis loin de cette période de travail intense. Quand on commence à remuer la terre et qu'on tombe sur des vêtements et des restes humains, on éprouve du bonheur non seulement parce qu'on révèle des choses dissimulées, mais parce qu'on exhume des individus qui n'auraient jamais dû se trouver là. D'une certaine façon, on défait tout ce qu'il est possible de défaire du crime qui a été perpétré.

(...)

(•••)

Avec le recul et la distance, maintenant que je ne suis plus physiquement sur le site, je perçois de manière criante l'impuissance dans laquelle nous nous trouvons en tant que médecins légistes. Par définition, nous intervenons après que le crime ait été commis. C'est étrange, mais bien que je sois une scientifique, je voudrais que nous puissions ramener ces personnes à la vie. Parce que, bien sûr, ces gens n'auraient jamais dû mourir. Il n'y a eu ni catastrophe naturelle, ni tsunami, ni séisme, rien de ce qui échappe à la volonté de l'homme. Non, nous sommes devant les preuves tangibles qu'il s'agit d'exécutions planifiées, que des décisions politiques ont permis à ces abominations de se produire, et qu'on aurait donc pu les empêcher. Vous voulez pouvoir revenir en arrière et ressusciter ces morts – c'est un sentiment qui n'a absolument rien de scientifique, mais que je n'arrive toujours pas à effacer, bien des années après.

Bien sûr, j'ai dû apprendre à gérer tout ça, pour trouver un moyen de me sentir vraiment utile, sinon il me serait impossible de me regarder dans la glace. C'est la raison pour laquelle je me consacre aujourd'hui à prévenir ce genre de crimes, à mettre les preuves médico-légales et les cadavres des victimes elles-mêmes au service d'une vérité qu'ils mettent à nu, pour tenter d'éviter que ces atrocités ne se reproduisent.

Vous affirmez que les os parlent, qu'on peut leur faire dire bien des choses et qu'ils ne mentent jamais. Mais n'est-il pas difficile de trouver des indices, surtout quand par ailleurs on cherche à masquer la vérité ?

Ce qu'il y a de formidable avec le squelette humain, c'est qu'il enregistre tous les jours un détail de notre vie. Les os apportent des informations sur le défunt : son sexe,

son âge, sa taille, son ascendance, sa pathologie. Nous sommes capables d'interpréter les marques et les modifications osseuses et de mettre un nom sur les maladies ou les traumatismes subis au cours de l'existence et au moment de la mort. Nous pouvons faire ces distinctions et donc aussi déterminer les causes de la mort. Je m'intéresse tout particulièrement aux dents : elles sont extrêmement bavardes.

Vous dites que partout dans le monde les hommes se ressemblent et que des corps exhumés à la suite de conflits apparemment sans aucun point commun et sur deux continents différents racontent une seule et même histoire. Pouvez-vous revenir sur les questions de conservation du pouvoir qui est, selon vous, à l'origine de ces violences organisées ?

C'est en allant sur place que j'ai pris conscience de cette réalité. On nous expliquait que le Rwanda et les pays de l'ex-Yougoslavie avaient vécu des explosions de violence spontanée, provoquées par de

vieilles haines, des tensions ethniques ou tribales ou par le fanatisme religieux. Je pense quant à moi qu'il n'en est rien. Les preuves retrouvées dans les fosses communes disent au contraire que cette violence n'avait absolument rien de spontané. Nous sommes intervenus dans différents pays, ou dans différentes zones d'un même pays, et partout les charniers étaient similaires, partout les assassins s'étaient comportés de la même manière.

Nous nous sommes alors demandé ce qu'il y avait à gagner à tuer des civils, à violer la Convention de Genève ou d'autres législations humanitaires. À qui profitait le crime ? Je n'ai jamais cru que les États et les dispositifs mis en place pour commettre ces massacres trouvaient leur source dans des conflits ancestraux ou des tensions religieuses, car ce n'est pas ainsi que fonctionne un État.

Je me suis alors peu à peu rendu compte que les tombes étaient presque toutes situées sur des sites stratégiques – près d'un fleuve, dans un port, sur des terres agri-

(•••)



Témoignage du génocide au Rwanda.

(•••)

coles convoitées ou tout autre lieu présentant un intérêt commercial. J'ai compris qu'on éliminait les gens de certaines zones pour prendre le contrôle. Je veux bien admettre qu'il y ait d'autres causes à ces massacres, mais selon moi c'est la raison qui prédomine dans la plupart des zones de conflit, qu'il s'agisse du Rwanda, de la Serbie, du Darfour, de l'Iraq ou de la Tchétchénie. La haine ne se transmet pas par les gènes. Le pouvoir peut manipuler le sentiment de différence des gens pour provoquer la violence.

Je crois que si on a caché ces tombes, c'est que les assassins savaient pertinemment qu'ils risquaient gros si on découvrait qu'il ne s'agissait pas de violence spontanée, mais de massacres organisés pour éliminer un groupe particulier d'une région particulière.

Pensez-vous que la justice internationale ait le pouvoir de dissuader les auteurs potentiels de crimes contre l'humanité ? Êtes-vous satisfaite des résultats obtenus par les tribunaux avec lesquels vous avez collaboré ?

Oui, leur impact a été énorme au Rwanda et en ex-Yougoslavie. Il y avait déjà eu des massacres avant ceux-ci dans d'autres parties du monde qui ont entraîné la création des tribunaux, et il avait fallu beaucoup de temps pour que les détails de ces tueries sortent au jour. Il n'y avait pas eu de tentative de responsabilisation, et il a donc été plus facile aux coupables de présenter une version déformée de la réalité. La création d'une cour pénale est un pas important, quoi qu'on puisse penser de ces deux tribunaux. Le fait que les criminels aient tenté d'effacer les traces de leurs actions prouve qu'ils avaient une cer-

taine conscience de l'impact potentiel des indices médico-légaux dans un procès. Les corps peuvent parler, et on peut se servir de ce qu'ils disent lorsqu'on auditionne les témoins.

Lorsque la police serbe, par exemple, sortait discrètement les corps par camions du Kosovo pour aller les enterrer derrière les postes de police, c'est la preuve physique qu'il ne s'agissait pas de cibles légitimes pendant une guerre reconnue comme telle,

mais de civils qui auraient dû être protégés par la loi. Il y aura toujours un risque de tueries là ou ailleurs, mais ce qui a changé, c'est que les populations seront moins facilement poussées à y participer. C'est là que les tribunaux sont utiles, là qu'ils ont le pouvoir de prévenir de futurs crimes.

Je suis très fière d'avoir participé à ces procès, qui ont surtout utilisé les preuves médico-légales que nous avons apportées pour corroborer les témoignages de survivants.

© Sam Walker



Bosnie-Herzégovine : famille en visite au Mémorial de Potocari, où reposent des victimes des massacres de Srebrenica en 1995.

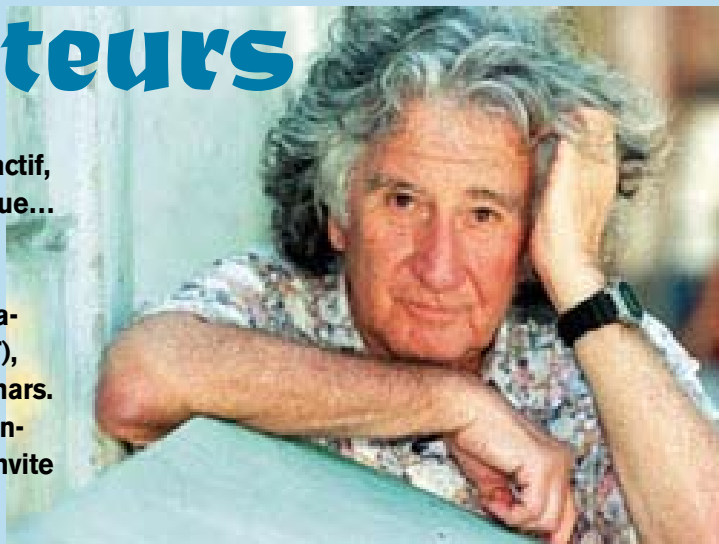


Nous sommes tous des acteurs

Théâtre populaire, théâtre contestataire, théâtre interactif, théâtre éducatif, théâtre législatif, théâtre thérapeutique...

Autrement dit : Augusto Boal.

Ce metteur en scène brésilien de renommée mondiale est l'auteur, cette année, du message international envoyé par l'Institut international du théâtre (IIT), à l'occasion de la Journée mondiale du théâtre, le 27 mars. L'inventeur du « Théâtre de l'opprimé » et de ce « personnage » très particulier qu'est le « spect-acteur », nous invite à monter sur la scène de la vie pour créer un monde où la dualité oppresseurs - opprimés sera abolie.



© Augusto Boal

Le metteur en scène brésilien Augusto Boal est mondialement connu notamment en tant que fondateur du Théâtre de l'Opprimé.

Le théâtre n'est pas seulement un événement, c'est un mode de vie. Même si nous n'en avons pas conscience, les relations humaines sont structurées de façon théâtrale : l'utilisation de l'espace, le langage du corps, le choix des mots et la modulation de la voix, la confrontation des idées et des passions, tout ce que nous faisons sur les planches, nous le faisons aussi dans notre vie : nous sommes théâtre !

Non seulement les noces et les funérailles sont des spectacles, mais aussi les petits rituels quotidiens que nous exécutons sans réfléchir. Non seulement les grandes pompes, mais aussi le petit déjeuner et les bonjours échangés, les amours timides et les grands conflits passionnels, une séance au sénat ou une réunion diplomatique – tout cela est du théâtre.

L'une des principales fonctions de l'art du théâtre est de porter à notre conscience ces spectacles de la vie quotidienne où scène et salle, acteurs et spectateurs se confondent. Nous sommes tous des artistes : en faisant du théâtre, nous apprenons à voir ces choses qui sautent aux

yeux mais que nous ne pouvons pas voir, tant nous sommes peu habitués à regarder. Le familier devient invisible. Faire du théâtre, c'est éclairer la scène de notre vie de tous les jours.

Le théâtre, c'est la vérité cachée

Au mois de septembre dernier, nous avons été surpris par une révélation théâtrale : nous qui pensions vivre dans un monde sûr, malgré les guerres, les génocides, les hécatombes et les tortures qui existaient, certes, mais loin de nous, dans des contrées lointaines et sauvages ; nous qui vivions en sécurité avec notre argent placé dans une banque respectable ou dans les mains d'un honnête courtier en bourse, nous avons appris soudain que cet argent n'existait pas, qu'il était virtuel. Une fiction de mauvais goût de quelques économistes qui n'étaient pas fictifs, eux, ni sûrs, ni respectables. Du mauvais théâtre, une sinistre intrigue dans laquelle quelques-uns gagnaient beaucoup et où beaucoup perdaient tout. Des politiciens des pays riches ont tenu des réunions secrètes, apportant des solutions

magiques. Nous, victimes de leurs décisions, nous sommes restés spectateurs assis au dernier rang du balcon.

Il y a vingt ans, je montais « Phèdre » de Racine, à Rio de Janeiro. Les décors étaient pauvres : des peaux de vache au sol, des bambous autour. Avant chaque représentation, je disais à mes acteurs : « la fiction que nous avons créée au jour le jour est finie. Quand vous aurez franchi ces bambous, aucun de vous n'aura le droit de mentir. Le théâtre, c'est la vérité cachée ».

Quand nous regardons au-delà des apparences, nous voyons des oppresseurs et des opprimés, dans toutes les sociétés, ethnies, classes, castes ; nous voyons un monde injuste et cruel. Nous devons inventer un autre monde, parce que nous savons qu'un autre monde est possible. Mais il nous appartient de le construire de nos mains en entrant en scène, sur les planches et dans notre vie. Nous sommes tous des acteurs : être citoyen, ce n'est pas vivre en société, c'est la changer.

Augusto Boal

ZOOM



PRIX L'ORÉAL UNESCO POUR LES FEMMES ET LA SCIENCE

*Beatriz Barbuy (Brésil), Athene M. Donald (Royaume-Uni),
Akiko Kobayashi (Japon), Eugenia Kumacheva (Russie/Canada)
et Tabet Nyokong (Afrique du Sud) sont les lauréates des Prix L'ORÉAL-UNESCO*

Depuis plus de dix ans, des prix d'une valeur de 100 000 dollars récompensent chaque année cinq chercheuses d'exception des différentes régions du monde. Décernés alternativement en sciences de la vie et en sciences de la matière, ils ont pour but de reconnaître des travaux portant sur les grands défis de la science moderne. Les prix attribués cette année en sciences de la matière portent à 57 le nombre total de femmes distinguées.

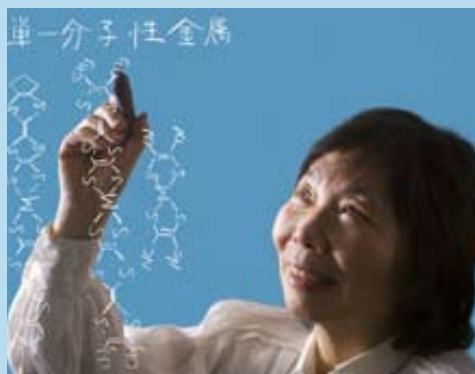
Présidé par Ahmed Zewail, lauréat du prix Nobel de chimie en 1999, le jury 2009 réunit 17 membres éminents de la communauté scientifique internationale. Le professeur Christian de Duve, prix Nobel de médecine en 1974, est le président-fondateur du Prix, et Koïchiro Matsuura, Directeur général de l'UNESCO, en est le président honoraire.

Le partenariat L'Oréal-UNESCO comprend également un programme de bourses qui permet à de jeunes post-doctorantes de poursuivre leurs recherches hors de leur pays d'origine. 120 bourses internationales et 340 bourses nationales ont ainsi été allouées dans le cadre du Programme L'ORÉAL-UNESCO pour les femmes et la science à des doctorantes ou des post-doctorantes. Ces bourses de deux ans, représentant jusqu'à 40 000 dollars chacune, sont remises chaque année à 15 jeunes femmes du monde entier, 3 pour chacune des cinq régions du monde (Afrique et États arabes, Amérique latine, Amérique du Nord, Asie/Pacifique et Europe).

Photos © Micheline Pelletier/Abacapress



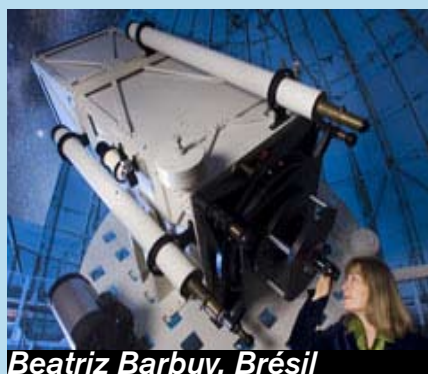
Tabello Nyokong, Afrique du Sud



Akiko Kobayashi, Japon



Athene M. Donald, Royaume-Uni



Beatriz Barbuy, Brésil



Eugenia Kumacheva, Russie/Canada



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization

Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Organización
de las Naciones Unidas
para la Educación,
la Ciencia y la Cultura

Организация
Объединенных Наций по
вопросам образования,
науки и культуры

منظمة الأمم المتحدة
للتربية والعلم والثقافة

联合国教育、
科学及文化组织

Le Courrier de l'UNESCO est publié
par l'Organisation des Nations Unies
pour l'éducation, la science et la culture.
7, place de Fontenoy
75352 Paris 07 SP, France
<http://www.unesco.org/fr/courier>

Renseignements et droits de reproduction
f.ryan@unesco.org

Directeur de la publication
Saturnino Muñoz Gómez

Rédactrice en chef
Jasmina Šopova - j.sopova@unesco.org

Assistance éditoriale
Katerina Markelova - k.markelova@unesco.org

Rédacteurs

Anglais
Cathy Nolan - c.nolan@unesco.org

Arabe
Bassam Mansour - b.mansour@unesco.org
assisté par Zaina Dufour - z.dufour@unesco.org

Chinois
Weiny Cauhape - w.cauhape@unesco.org

Espagnol
Francisco Vicente-Sandoval - l.iglesias@unesco.org

Portugais
Ana Lúcia Guimarães et Nelson Souza Aguiar
a.guimaraes@unesco.org

Russe
Victoria Kalinin - v.kalinin@unesco.org

Photos et mise en page web
Fiona Ryan - f.ryan@unesco.org

Maquette et mise en PDF
Gilbert Franchi

Plateforme web
Stephen Roberts, Fabienne Kouadio,
Chakir Piro s.roberts@unesco.org

Les articles et photos sans copyright peuvent être
reproduits à condition d'être accompagnés du nom de
l'auteur et de la mention "Reproduit du Courrier
de l'UNESCO", en précisant la date.

Les articles expriment l'opinion de leurs auteurs
et pas nécessairement celle de l'UNESCO.

Les frontières sur les cartes n'impliquent pas la recon-
naissance officielle par l'UNESCO ou les Nations Unies,
de même que les dénominations de pays
ou de territoires mentionnés.